

## **Le développement : un concept pour l'action**

**Eric Berr et Jean-Marie Harribey**

*Lettre du CED, n° 9, octobre 2004*

Les « premières journées du développement » du GRES se sont déroulées les 16 et 17 septembre 2004 à l'Université Montesquieu Bordeaux IV autour du thème « Le concept de développement en débat ». A l'initiative de chercheurs du Centre d'Economie du Développement au sein de l'IFREDE de Bordeaux, en partenariat avec le LEREPS de Toulouse et en liaison avec l'Atelier de recherches théoriques François Perroux, elles ont rassemblé près d'une centaine de participants dont une cinquantaine de communicants avec une participation significative de chercheurs étrangers.<sup>1</sup>

Les objectifs de ce colloque étaient de mettre en discussion le concept de développement alors que les transformations de l'économie capitaliste mondiale ont entraîné un nouveau cours des politiques, orientées vers l'ajustement et l'intégration au marché mondial des économies du Sud. Le bilan de plusieurs décennies du développement est décevant car nombre de besoins humains essentiels ne sont pas satisfaits pour une fraction importante de l'humanité, et les désastres écologiques se multiplient à cause d'un fonctionnement de l'économie mondiale qui a pour seul critère de jugement le profit maximum immédiat.

Pourquoi avoir choisi de mener la discussion au niveau conceptuel ? Parce qu'il apparaît que plusieurs problématiques théoriques, voire épistémologiques, s'opposent dont découlent des préceptes d'action radicalement différents. Une première approche se dessine, essentiellement au sein des institutions financières internationales, pour tenir compte de l'échec patent de l'application du « consensus de Washington » et infléchir la doctrine en introduisant la « bonne gouvernance » et en affichant une nouvelle priorité de « lutte contre la pauvreté ». Cette voie, pour l'heure, ne donne aucun signe d'abandon ni même de d'atténuation du dogme de l'allocation optimale des ressources par le marché. Elle se contente de veiller à ce que les cadres institutionnels soient propices au fonctionnement du dit marché.

Une seconde approche a fait du développement soutenable ou durable la bannière sous laquelle se rangent désormais l'ONU, tous les gouvernements, les principaux responsables des firmes multinationales et bon nombre d'organisations non gouvernementales. Censé prendre en compte les impératifs sociaux et écologiques du développement, ce nouveau concept ne parvient pas à se démarquer de l'idée qu'une croissance économique perpétuelle est possible, ignorant ainsi les recherches en termes de thermodynamique.

Prenant acte de l'échec des stratégies de développement à éradiquer la pauvreté et des dégâts écologiques accumulés depuis la révolution industrielle, une troisième approche se positionne sur une ligne de refus du développement, au motif que celui-ci, né en occident, ne pourrait être que l'expression de la domination économique, politique et culturelle de l'occident sur le reste du monde, et qu'il conviendrait donc de se projeter dans un « après-développement ». Mais la « décroissance » préconisée uniformément se heurte à la nécessité de satisfaire les besoins de tous les humains et rejette trop rapidement l'exigence de droits universels.

Aucune de ces approches ne semble satisfaisante. Telle était la raison principale ayant motivé la tenue de ce colloque et inspiré sa préparation. Dans l'appel à communication, trois thématiques étaient proposées autour de trois questions : 1) *Croissance ou développement ?* 2)

---

<sup>1</sup> . Toutes les communications sont disponibles sur <http://ced.u-bordeaux4.fr> et sur <http://harribey.u-bordeaux4.fr>.

*Refuser ou repenser le développement ? 3) Quelle conception de la richesse derrière le développement ?*

On aurait pu craindre que le colloque se perde dans des considérations purement abstraites sans grande portée opérationnelle dès lors que l'entrée choisie était théorique. En fait, ce fut une bonne surprise de constater que la plupart des communications avaient adopté la démarche proposée mais avaient décliné ensuite en termes politiques leur parti pris théorique.

Ainsi, derrière la relation croissance/développement furent mis en évidence les rapports d'opposition ou de complémentarité entre les aspects quantitatifs et qualitatifs du développement, entre l'économie matérielle et l'économie immatérielle, entre le système productif et la finance, entre le secteur marchand et le secteur non marchand.

L'alternative refuser ou repenser le développement oblige d'une part à considérer les questions de l'entropie matérielle et de l'entropie énergétique comme incontournables bien que la planète Terre soit un système ouvert. D'autre part, le lien entre l'homme et son milieu naturel n'a rien de naturel, ce qui signifie que le rapport entre économie et écologie ne peut être traité indépendamment des rapports sociaux. Sans doute est-ce ainsi que peut être pensée l'insertion des sociétés humaines dans la biosphère.

La refondation du développement est rendue nécessaire par la crise que celui-ci traverse. Pour une bonne part, crise du capital qui tente de se « valoriser » par l'appropriation de toutes les activités humaines, malmenant un principe de précaution à peine reconnu. Crise qui met au jour la contradiction entre valeur marchande et richesse sociale, deux catégories clés de l'économie politique mais oubliées par la « science économique » contemporaine. L'élaboration de nouveaux indicateurs de richesse prend alors un sens s'il s'agit de participer à l'émergence d'une nouvelle conception de la richesse hors de la domination des catégories marchandes. Il ne servirait à rien de construire de nouveaux instruments de mesure qui n'accompagneraient pas les transformations sociales nécessaires à l'épanouissement de tous les humains et à leur bien-être. Un indicateur n'est jamais que le reflet d'une organisation sociale. Comme le disait Keynes, ce n'est pas la queue du chien qui fait remuer celui-ci, c'est l'inverse.

Ces réflexions théoriques s'ancrent dans des principes d'action politique : la démocratie s'est invitée dans le débat sur le développement, l'ordre économique et l'ordre politique sont interdépendants, penser le développement implique une planification des choix.

Ce colloque entendait contribuer à l'élaboration de pensées hétérodoxes qui ouvrent un véritable agenda de recherche sur le plan scientifique. Rendez-vous est donc pris pour des publications et de nouvelles rencontres.